Sommes-nous entrés dans l’ère de la démondialisation ?

Définition :

Démondialisation : dans l’absolu recul des échanges de toute nature, mais aussi des logiques liées à la mondialisation, et à une vision de la mondialisation heureuse. Mais aussi vision d’une autre mondialisation, qui suivrait d’autres critères (très proche dans ce cas de l’altermondialisation). Théorisée dès 2002 par l’économiste Philippin Walden Bello dans *Deglobalization, ideas for a New World Economy*, qui critique les inégalités et les crises créées par la globalisation, et notamment le libre-échange et la financiarisation des économies, le concept est notamment repris par Jacques Sapir et Thomas Guénolé dans *La mondialisation malheureuse*, qui appellent à de nouvelles règles pour une mondialisation plus juste et moins libérales, saisi par les politiques comme Arnaud Montebourg en 2011.

Ere : période de temps long marquée par une structure, des critères spécifiques. Donc se demander si la démondialisation, si elle existe, est conjoncturelle ou structurelle, et dans ce cas quelles nouvelles structures.

Problématisation :

Le XXIème siècle semble être un triomphe de la globalisation, avec l’accélération des flux de toutes natures et une interconnexion croissante des espaces et des économies. Pour autant, le concept de mondialisation heureuse développé par Alain Minc est mis à rude épreuve. Loin d’entraîner une croissance soutenue et homogène permettant une amélioration globale du niveau de vie et un rapprochement des peuples, la mondialisation semble au contraire générer des crises à répétition. Crises structurelles, avec la montée des inégalités territoriales et humaines, l’explosion de l’émigration ou encore les dérèglements climatiques, mais aussi crises conjoncturelles, comme le Krash de 2008 ou la pandémie de Covid de 2019. Dans ce contexte, les oppositions se sont multipliées, parfois très différentes, du populisme xénophobe à l’écologie globale, en passant par les tenants du protectionnisme. Sous leurs influences, des politiques de limitation de la globalisation et de ses impacts ont été mises en place : retour du protectionnisme voire guerre commerciale, fermeture des frontières, stratégie de relocalisation industrielle et de souveraineté économique, politique durable autour des circuits cours et de l’économie locale. Résultat, les flux de la mondialisation connaissent depuis la fin des années 2010 et pour la première fois un ralentissement sensible sur le moyen terme. Est-ce juste un soubresaut de plus ou bien sommes-nous véritablement rentrés dans une nouvelle ère ? Et dans ce cas, s’agit-il d’une démondialisation ou d’une altermondialisation ?

1. **Des crises conjoncturelles et structurelles qui remettent en cause une mondialisation heureuse.**
2. **Inégalités et rapports de force :**

Derrière la croissance générale apportée par la mondialisation, on observe aussi une mondialisation inégalitaire, avec rapports de force, territoires gagnants et perdants, comme l’illustre par exemple la courbe de l’éléphant. Le plus frappant est la montée des inégalités et la destruction de systèmes économiques sous les coups de la concurrence mondiale. L’exemple de la désindustrialisation des pays occidentaux depuis les années 80 en est le plus clair exemple, entre concurrence et délocalisation, entraînant montée du chômage et crise des territoires industriels = Rust Belt, Nord et est français etc… Encore aujourd’hui la mondialisation s’affirme surtout comme un rapport de force, comme le montre par exemple la politique de subvention chinoise à l’exportation, qui inonde le marché mondial et fragilise les systèmes productifs des autres pays.

1. **La multiplication des migrations qui nourrissent le populisme.**

A ce phénomène il faut rajouter l’explosion des migrations, qu’elles aient pour motifs des événements politiques, climatiques ou économiques. L’exemple des migrations vers l’UE à partir de l’Afrique et des pays du MO déstabilisés est parfait, avec le pic de 2015. Ces migrations entraînent des réflexes identitaires de replis et de peurs.

Croissance des inégalités et réflexe identitaires nourrissent ainsi un populisme de gauche comme de droite, illustré par des figures comme Trump, Milei, Bolsonaro, Orban, qui réclament un ralentissement et une refonte de la globalisation, et notamment plus de protections.

1. **Une mondialisation qui détruit l’écosystème :**

La mondialisation porte de plus atteinte à l’environnement, aggravant la crise structurelle écologique. L’explosion des gaz à effet de serre est en effet en grande partie due à la multiplication des transports internationaux et impacte durement le réchauffement climatique=rapport du GIEC en exemple. Parallèlement l’essor global des productions tirées par le phénomène de mondialisation entraîne déforestation, baisse de la biodiversité et pollution globale. Face à ce constat les mouvements écologiques ont alerté l’opinion mondiale et un désir d’une mondialisation plus respectueuse se fait jour, voire pour certains d’une véritable logique de décroissance.

1. **Auxquels s’ajoutent des crises conjoncturelles :**

A ces crises structurelles liées aux logiques de la gobalisation se sont ajoutées des crises conjoncturelles :

* Crise financière de 2008, largement imputable par son mécanisme et sa propagation fulgurante à la globalisation financière (Bourguignat).
* La crise covid 2019 : crise sanitaire mondiale, le virus étant propagé par les moyens de la mondialisation.
* Le retour des tensions géopolitiques et notamment la guerre en Ukraine.

Ces crises conjoncturelles ont entraîné la fermeture des frontières, la rupture des chaînes de valeurs, et une baisse au moins ponctuelle des flux de la mondialisation.

1. **Qui entraîne une démondialisation ?**
2. **Retour du protectionnisme et souveraineté économique.**

Sous l’impact des crises et des mouvements sociaux-politiques générés, on observe à un retour du protectionnisme, marqué notamment par la guerre commerciale lancée par Trump contre la Chine ou encore les dernières mesures de l’UE contre les voitures électriques chinoises. Ce protectionnisme peut être aussi écologique comme l’illustre la taxe carbone européenne.

Ce protectionnisme est accompagné d’une volonté de souveraineté économique, alimenté par la rupture des chaînes de valeurs et aux volontés de produire et de consommer en « local ». De vastes plans de réindustrialisation et ont ainsi été lancées pour tenter de relocaliser, comme l’IRA aux US ou le Chip Act en Europe : c’est le « *reshoring* ».

1. **Fermeture des frontières et consensus mondial qui s’effrite:**

Le Covid et surtout le repli identitaire et les aléas géopolitiques ont entraîné une nouvelle fermeture des frontières, dans une volonté de mieux contrôler son territoire national, son accès et sa sécurité. C’est la « forteresse européenne » avec Frontex et ses murs, c’est le mur entre les Etats-Unis et le Mexique par exemple.

Parallèlement le consensus mondial autour du libre-échange et de la gouvernance économique mondiale s’effrite. Ainsi les institutions sont parfois bloquées, comme l’ORD de l’OMC, tandis que les grands traités de libre-échange sont parfois bloqués ou abandonnés, comme le TAFTA ou encore le traité UE-Mercosur.

1. **Entraîne le ralentissement très clair des flux de la mondialisation.**

Les flux de touts genre ont sombré lors de la crise du Covid, où le monde s’est immobilisé. Mais au-delà, il semble que l’on observe un véritable ralentissement de la mondialisation : « concept de *slowbalisation* » par le néerlandais A. Bakas. Ce processus touche en réalité surtout les échanges de biens et sur une tendance de long terme. Ainsi alors que la croissance du commerce mondial de biens était de plus de 7% par an entre 93 et 2007, elle n’a plus été que d’un peu plus de 3% entre 2012 et 2018. Pire, la situation après une reprise post-covid s’est de nouveau dégradée, avec non plus un ralentissement mais une véritable contraction de 1,2%... Et selon certaines projections (Boston Consulting), la croissance des échanges devrait être d’à peine 1,2% jusqu’au début des années 2030, soit moins que la croissance de l’économie mondiale. Nous serions donc rentré dans une nouvelle ère, où les logiques, les systèmes, les idéologies seraient celles, non pas d’une véritable « démondialisation », mais au moins d’une slowbalisation, une ère de langueur de la mondialisation. Un constat a cependant relativiser…

1. **Vers une nouvelle mondialisation :**
2. **La mondialisation se poursuit :**

Si la mondialisation a ralenti, elle se poursuit cependant, il n’y a pas de véritable inversion ni de décroissance. Au contraire, jamais les flux n’ont été aussi nombreux en volume et en valeurs. En fait, le bilan est très dépendant des domaines de la mondialisation. Si les échanges de biens ont fortement ralenti, par contre les flux touristiques ne connaissent pas la crise, alimentant fortement les trajets aériens. Ainsi dès 2024 le secteur touristique et aérien a retrouvé son niveau d’avant Covid. Mieux, ou pire, le trafic aérien devrait doubler d’ici 2040 selon l’IATA, croissance soutenue par les passagers asiatiques.

Parallèlement les traités de libre-échange n’ont pas été abandonnés, loin de là. Au contraire ils continuent à se multiplier dans le monde, comme le montre justement la signature prochaine du fameux traité Mercosur-UE, ou encore Inde-AELE. Bref, le consensus de Washington est loin d’être mort.

1. **Les processus de relocalisation et de protectionnisme faibles :**

Les nouvelles logiques qui contestent la mondialisation ont des résultats très limités. Les processus de relocalisation sont ainsi relativement faibles. Par exemple la cour des comptes a rendu en 2023 un bilan très critique de la relocalisation en France : pourtant financée par France Relance et France 2030 à grands coups de millions, elle aurait à peine permis de créer ou préserver un peu plus de 11.000 emplois, contre les 60.000 prévus, et aurait eu un effet nul sur la balance commerciale.

De la même façon, les tensions géoéconomiques et géopolitiques auraient en réalité des effets détournés. Par exemple, la guerre commerciale américano-chinoise aurait en effet conduit au découplage partiel des économies…mais au profit de nouveaux partenaires, notamment le Mexique ou Taiwan pour les Etats-Unis. De la même façon les sanctions contre la Russie de la part des occidentaux auraient surtout entraîné une translation des échanges, notamment pétroliers, de la Russie vers de nouveaux partenaires asiatiques, Chine, Inde et Turquie en premier lieu.

1. **Des impacts écologiques négligeables :**

De la même façon les impacts écologiques restent assez négligeables. Les comportements des consommateurs n’ont pas changé ou à la marge, découragé de plus par l’inflation des dernières années qui ont fait mal à la production bio et locale. Les nouveaux consommateurs des pays en développement qui arrivent en masse ne sont absolument pas sensibilisés. Au final, le durable a même entraîné paradoxalement la création de nouveaux flux liés aux nouveaux types de production, notamment sur l’exploitation et le transport de métaux rares : exemple de la Chine en Amérique du sud par exemple, avec le tout récent G20.

1. **Une mondialisation en bloc :**

Au final, on a l’impression que le ralentissement de la mondialisation, s’il est indéniable, tient tout autant voire plus au ralentissement du moteur traditionnel de la dernière mondialisation, c’est-à-dire de la Chine, dont l’économie atterrit, que de véritables changements de paradigmes, tandis que l’Inde ne parvient pas (pour l’instant) à prendre le relais. Au final plus qu’une baisse des échanges, on a en réalité plus l’impression d’une réorientation des échanges dans un monde plus fracturé. Les échanges se poursuivent mais désormais ont tendance à se reconcentrer au sein de blocs plus ou moins rivaux, dans un monde bien plus multipolaire, et où l’ordre libéral et le consensus de Washington sont largement remis en question par de nouvelles puissances, et notamment la Chine et la Russie, voire le sud global s’il existe. Un phénomène bien illustré par la nouvelle gouvernance économique mondiale, structurée désormais autour d’institutions concurrentes (Bretton Woods, Banque des Brics, BAII, etc…) et d’une diplomatie de club.

**Conclusion :**

Après deux décennies fastes, on observe en effet un ralentissement des flux mondiaux. Ce ralentissement serait dû à des crises structurelles et conjoncturelles venant remettre en cause le consensus de Washington et la mondialisation heureuse. Pour autant, ces crises et leurs conséquences -populisme, repli identitaire, protectionnisme, protestations écologiques et désir durable, tensions géopolitiques- ne permettent pas réellement une « démondialisation », mais plutôt une « slowbalisation », tant la mondialisation se poursuit, même sur un rythme plus lent. Surtout, ils semblent ne pas être capables pour l’instant de remettre en cause les paradigmes et philosophies au centre de la mondialisation. En ce sens, le ralentissement de la mondialisation est sans doute autant voire plus à mettre au compte de l’atterrissage du grand moteur chinois. Et si transformation il y a, elle est peut être surtout celle d’une mondialisation fracturée, entre blocs adverses d’un monde désormais clairement multipolaire.